

Comment mieux intégrer les immigrés

EMPLOI Une étude explique qu'il faut plus de collaborations entre les différents acteurs

- La Belgique intègre mal les personnes issues de l'immigration sur le marché du travail.
- Pour la Fondation Roi Baudouin, une plus grande coopération entre entités (fédérées et fédérale) améliorerait la situation.

Tout est parti de ce constat : la Belgique est mauvais élève en ce qui concerne la participation au marché du travail des personnes issues de l'immigration. Notre pays a d'ailleurs été plusieurs fois – depuis 2008 – montré du doigt par l'OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Économiques).

Pour la Fondation Roi Baudouin, il était important de comprendre les causes pour pouvoir améliorer la situation. Le Professeur Ilke Adam, de la Vrije Universiteit Brussel (VUB, Institute for European Studies) s'est donc penchée sur le sujet avec cette question : la situation est-elle due à la complexité de la structure de l'État ? Autrement dit : est-ce que la répartition des compétences entre les différentes entités (État, régions, communautés) et le manque de collaboration entre celles-ci peut expliquer les mauvais scores de la Belgique ? C'est la première fois qu'une telle étude est menée. « On regarde toujours les caractéristiques des migrants mais ce sont les mêmes dans les autres pays et pourtant eux, réalisent de

meilleurs scores que nous », déclare Françoise Pissart, directrice à la Fondation Roi Baudouin.

Mais revenons un instant sur les chiffres : les plus récents (rapport de l'OCDE du mois de février 2015), montrent que le taux d'emploi des Belges est de 64 %. Et il tombe à 46 % lorsqu'on regarde les non-Belges non issus d'un des 27 autres pays de l'Europe. Les autres sont soit au chômage (14 %) soit inactifs (40 %).

Il y a donc un écart important entre les Belges et les non-Belges issus de l'immigration. Cet écart est relativement grand par rapport aux autres pays de l'OCDE. Mais il l'est encore plus lorsqu'on s'intéresse à la question du genre. Ainsi, parmi les hommes non-Belges issus de l'immigration (et qui ne viennent pas d'un des pays de l'UE), 56 % ont un emploi (17 % sont au chômage et 28 % inactifs). Quand on regarde les femmes du même groupe cible, on obtient 37 % seulement de personnes ayant un emploi (11 % sont au chômage, 53 % sont inactives).

Voilà pour le constat. Pour répondre à la question, les chercheurs et les responsables de la Fondation Roi Baudouin ont fait le tour des différents responsables politiques (au niveau emploi et intégration). Ils leur ont demandé ce qu'ils pensaient de la situation et comment ils pouvaient l'améliorer.

Le résultat est un rapport d'une centaine de pages avec cette grande conclusion : la complexité du système belge n'est pas la cause principale des mauvais

scores de la Belgique. En effet, d'autres pays étudiés par les chercheurs (le Canada avec le Québec, le Royaume-Uni et le cas de l'Écosse, l'Espagne et la région catalane ainsi que l'Allemagne et ses Länder) affichent tous (excepté l'Allemagne si on la compare avec notre pays après la sixième réforme de l'État), un score de complexité plus élevé

que la Belgique. Et pourtant, l'écart entre le taux d'emploi des nationaux et des personnes issues de l'immigration est plus faible que celui de la Belgique. Cela est bien sûr dû à divers facteurs. Mais pour les chercheurs, la Belgique pourrait améliorer ses scores et donc être moins critiquée par l'OCDE s'il y avait une plus grande collaboration : tant verticale (entre l'État et les entités fédérées) qu'horizontale (au sein des différents départements d'un même gouvernement).

Au début de chaque législature, une conférence interministérielle pourrait fixer des objectifs en la matière et évaluer leurs impacts. Cela permettrait de dégager une approche commune ; plus claire pour l'Europe.

La situation nécessite une approche multidisciplinaire : enseignement, emploi, intégration... Comme cela se fait déjà pour la question des genres ou des personnes handicapées.

En effet, les acteurs de l'intégration connaissent bien le groupe cible mais ont une moins bonne connaissance du marché du travail. Et inversement pour

les experts de l'emploi. En travaillant ensemble, ils pourraient contribuer à une meilleure participation des personnes issues de l'immigration au monde du travail. Cette collaboration devrait se faire davantage au sein des administrations pour dépolitiser la thématique, notent les auteurs.

Enfin, le rapport souligne qu'avec la sixième réforme de l'État, les Régions devront encore plus collaborer entre elles. ■

VIOLAINE JADOUL

CLASSEMENT

La Belgique, mouton noir de l'OCDE

L'écart du taux d'emploi entre les Belges « de souche » et les personnes issues de l'immigration est grand. C'est un des plus élevés de tous les pays de l'OCDE.

Les personnes peu qualifiées : seules la Suède et l'Estonie font moins bien que la Belgique.

Les personnes hautement qualifiées : seules l'Allemagne, la France, l'Autriche et l'Espagne font moins bien.

Les femmes : seuls les Pays-Bas, la Suède et la Norvège font moins bien.

Les auteurs de l'étude demandent que les mesures favorisant l'emploi (réductions de cotisations sociales pour l'employeur) prennent en compte les personnes issues de l'immigration et pas uniquement les jeunes et les chômeurs de longue durée.

V. JA.